

« Lutter, c'est être du côté de la vie... »

Quand une camarade est venue me demander de faire un discours pour ce 1^{er} mai, j'avoue que la première chose qui m'est venue à l'esprit c'est l'angoisse de ne pas savoir quoi dire. Pas parce qu'il n'y a rien à dire, bien au contraire, mais parce que... tellement c'est la merde... et on se retrouve sans les mots, on ne sait plus quoi dire et on est à deux doigts de s'y résoudre.

Les forces néolibérales, réactionnaires, patriarcales, racistes, militaristes, impérialistes, écocidaire qui font le jeu des nantis de ce monde, se renforcent et déploient leur violence, avec tous les jours, plus de férocité, de perversité et de moyens déployés. On a beau se soulever, crier, descendre dans les rues par milliers, protester, se mobiliser, faire grève ou s'organiser d'une manière ou d'une autre, rien n'y fait, semble-t-il. Les dés sont pipés et on a parfois l'impression qu'on aurait bien meilleur temps de les laisser faire, pour le salut de notre santé mentale, par exemple. A quoi bon, si c'est pour perdre à chaque fois ? Oui, on serait parfois bien tentés de se laisser aller à ce genre de pensée, de se laisser gagner par le défaitisme. Et c'est ce qu'ils veulent : semer la fatigue et la défaite dans les rangs de celles et ceux qui auraient l'outrecuidance de résister - ne serait-ce qu'un peu. Anéantir par la force ou par l'usure. Faire du nihilisme un mouvoir confortable pour celles et ceux qu'ils regardent de temps à autre avec mépris depuis leurs tours d'ivoire ou d'acier.

La bonne nouvelle, c'est que si bon nombre des combats progressistes se sont soldés par des défaites, aucun n'a été un échec. Chaque lutte, modeste ou historique, qu'elle



Prix, loyers, primes, inégalités, température, grandes fortunes, TOUT AUGMENTE

SAUF LES SALAIRES ET LES RENTES

qu'ait été son issue, contient en elle une victoire. Parce que le simple fait de parler, d'écrire, de dénoncer, de se rassembler, de se soulever contre un système aussi puissant qu'injuste, est déjà une victoire en soi qu'il nous faut chérir. Et ces luttes, quand bien même elles n'aboutissent pas là où on l'aurait souhaité, sèment des graines prêtes à éclore après de longs hivers.

La classe capitaliste n'a que le vide à offrir. Le vide de ses marchés financiers et l'horreur blanche de ses chiffres, le vide de ses guerres, le vide de ses immondes privilèges, le vide de ses merdes dont elle inonde par millions les rayons, les déchetteries et les océans, le vide des conneries qu'elle débite et vomit à travers ses médias, le vide du fascisme, du néolibéralisme et du racisme, le vide carcéral et sécuritaire, le vide politique, le vide intellectuel, le vide relationnel, le vide intime et amoureux, même. Et, quand on lutte, individuellement ou collectivement, par la pensée ou les actes, c'est bien contre ce vide que l'on lutte. C'est bien parce qu'on refuse de les voir transformer notre monde en coquille vide.

Rosa Luxemburg, dont l'un des nombreux dons était celui de ne pas perdre espoir, a un jour écrit à l'une de ses amies : « Mais patience et courage ! Nous vivrons et verrons de grandes choses. A

présent, nous voyons d'abord sombrer le vieux monde... »

Alors camarades, quand bien même il semble parfois - souvent - que l'espoir se meurt, qu'on est bien trop faibles pour y faire quoique ce soit, quand bien même on se sent gagné par la fatigue et la lassitude, n'oublions jamais que lutter c'est refuser le néant - leur néant -, c'est trouver de la joie dans le fait d'être ensemble,

c'est s'en prendre plein la gueule pour ensuite se relever, c'est pleurer un dimanche d'élections puis s'émerveiller devant les images des peuples qui se soulèvent un peu partout, c'est se prendre dans les bras, créer des refuges bienveillants et se consoler, c'est contempler ce qu'il y a de beau, ces multitudes de choses qui valent la peine qu'on se batte pour elles, c'est mettre du sens là où il n'y en pas, en remettre là où il n'y en a plus. Lutter c'est être du côté de la vie... un monde sans lutte c'est un monde qui se meurt, mais l'autre bonne nouvelle - et je finirai là-dessus-, c'est que ce monde-là n'est pas prêt d'arriver.

Sur ce, joyeux premier mai à toutes et tous !

Aline Zuber

Discours prononcé au nom du Parti du Travail le 1^{er} mai 2023



La gauche combative laminée, la droite national-populiste gagnante

Les élections cantonales du 2 avril 2023 ont permis aux forces nationalistes et populistes de gagner un total de 17 sièges (UDC +4, MCG +3 et la liste de Pierre Maudet +10) au détriment du centre-droite (Centre -3 et PLR -6) et de la gauche combative qui en raison de sa division en deux listes concurrentes disparaît du Parlement (EàG -9 sièges). Cette débâcle mérite quelques considérations.

Premièrement, le contexte général, valable pour la plupart des pays industrialisés du Nord, fait de crises multiples (économique, climatique, pandémie, guerre) et d'insécurité sociale favorise partout la montée des réflexes identitaires, les nationalismes et les populismes. Cette montée se fait au détriment à la fois de la droite classique, porteuse du néolibéralisme perçu comme étant à l'origine des crises. En même temps elle ne permet pas à la gauche d'avancer. La droite et l'extrême droite nationaliste et « sociale » portée à Genève par les listes MCG, UDC et « Liberté et justice sociale » de M. Maudet bénéficient de plus de crédibilité dans une partie importante de l'électorat insécurisé par la précarité sociale montante et les crises multiples globales.

Cette dynamique est atténuée en Suisse et à Genève par une grande stabilité de fond qui ne remet pas en cause le système socio-économique qui arrive à tirer de très importants bénéfices des crises globales et d'en distribuer un peu à une certaine partie de la population. À Genève deux facteurs rendent bien compte de cette particularité :

1) l'annonce, à un mois des élections, du bonus d'1,3 milliards de francs aux comptes 2022 de l'État, fruit des bénéfices en temps de crises des sociétés multinationales qui a été affecté en bonne partie (plus de 600 millions) à la recapitalisation de la Caisse de prévoyance de l'État de Genève ;

2) le fait que parmi les 41% de la population genevoise exclue du vote il y a une partie importante des classes populaires, migrant.e.s de 1^{ère} et 2^{ème} génération, durement pénalisé.e.s par l'extrême inégalité de la répartition des richesses à Genève.

Le résultat négatif pour la gauche doit interroger aussi sur ses propres responsabilités. La très faible participation de 37,1% (sur les 59% d'habitant.e.s qui ont le droit de vote dans le canton) et la participation encore plus faible dans les arrondissements populaires rappelle qu'une partie importante des classes populaires n'ont pas pu ou pas voulu participer aux élections. PS et Vert.e.s sont restés stables en nombre de sièges au Grand conseil surtout par l'effet de la sortie d'Ensemble à Gauche du parlement. S'ils ont bénéficié du « vote utile » d'une partie de l'électorat de la gauche combative divisée, les gestionnaires roses-vert.e.s n'ont pas su mobiliser plus loin que leur électorat acquis. Ce constat est d'autant plus valable pour la gauche combative qui se veut porteuse de changements en profondeur d'une société particulièrement inégalitaire et destructrice de la biosphère. La gauche combative paye d'une part la phase de relative faiblesse des mouvements sociaux et le manque de la construction de réponses concrètes et tangibles aux crises globales et multiples qui traversent la société.

D'autre part, le choix de la majorité des élus de solidaritéS de constituer un nouveau et unique parti politique (LUP, Liste d'Union Populaire) au détriment et en remplacement des trois organisations qui avaient porté la coalition Ensemble à Gauche jusqu'en 2019 (solidaritéS, le Parti du Travail et le DAL) a fait de cette campagne électorale aussi une lutte pour la survie de ces organisations. Les prétentions hégémoniques et exclusives des dirigeants de la LUP se sont soldées par un double échec : la gauche combative a été exclue du parlement cantonal et leurs prétentions ont subi un désaveu cinglant. Malgré des moyens financiers deux fois plus importants (et soustraits en bonne partie aux composantes d'EàG), la LUP n'a enregistré que 3,08% des votes contre 3,55% de la coalition EàG.

Le Parti du Travail va poursuivre son activité militante, y compris de reconstruction du parti. Il est évident que la reconstruction d'une coalition des forces politiques à la gauche du PS et des Vert.e.s ne pourra se faire qu'avec le respect des organisations et des personnes qui en font partie. Ce travail nous l'avons commencé avec les deux autres composantes de la Coalition Ensemble à Gauche et les résultats des élections du 2 avril nous confirment dans cette démarche.

Tobia Schnebli





Communiqué du comité d'initiative fribourgeois pour des transports publics gratuits

Le Tribunal fédéral a rejeté le recours déposé en juillet 2022 par les initiant.e.s. Les Jeunes POP, les Jeunes Vert.e.x.s, la Jeunesse socialiste, les Vert.e.s et le Parti socialiste regrettent le verdict du Tribunal fédéral, qui a montré un attachement trop important au texte sans considérer la nécessaire prise en compte du principe de durabilité, ni au contexte qui demandait à l'époque l'adoption de l'art. 81a.

Une justice à la hauteur des défis sociaux et climatiques ?



À l'heure où la crise énergétique alliée à l'inflation et aux sécheresses fait déjà des ravages, le verdict du Tribunal fédéral semble sonner le glas d'une politique durable en matière de transports.

« Nous ne comprenons pas cette décision. Il est difficile d'accepter que la Constitution, qui est censée permettre à la société de perdurer, ne soit pas adaptée à notre époque et interdise de mettre en œuvre cette mesure tournée vers l'avenir. » regrette Inès Marthaler, présidente des Jeunes POP.

En effet, la crise énergétique actuelle n'est qu'un avant-goût de ce qui nous attend d'après les prévisions des expert.e.s, notamment du GIEC. Pénurie d'énergie, inégalités qui se creusent, récessions, flux migratoires, autant de crises dont la Suisse ne pourra s'extraire et qui semblent pourtant échapper aux radars des institutions.

«Les solutions politiques d'aujourd'hui ne sont que des solutions à court terme. Elles ne permettent pas d'atteindre les objectifs que s'est fixée la Confédération pour 2050 et ne prennent pas en considération les besoins de la

population, alors que c'est elle qui en souffrira le plus.» ajoute Maxime Weissbaum de la JS.

De par leur nature libérale, les institutions suisses ne permettent pas de véritables avancées écologiques et socialement justes, car toutes les mesures qu'elles permettent sont des mesures individualistes et non systémiques. Dans le cas présent, l'article invoqué pour invalider l'initiative pour des TP gratuits a été intégré à la Constitution dans un contexte différent de développement du système ferroviaire. La Constitution doit pouvoir être interprétée selon les nécessités de l'air du temps, ce qui ne semble actuellement pas être le cas.

Plutôt que de vouloir agir sur l'offre, comme ce qui se fait toujours, l'initiative pour des TP gratuits souhaitait influencer la demande. «À l'heure où le GIEC ne cesse d'insister sur l'urgence climatique, il est temps de voir dans les pratiques écologiques un réel gain de qualité de vie», renchérit Jérémie Stöckli, co-président des Jeunes Vert.e.x.s. En outre, dans le contexte d'inflation actuel, cette initiative était on ne peut plus pertinente. Et pas de quoi avoir peur : le

Luxembourg a franchi le pas depuis plusieurs années déjà, tout comme la ville de Tallin en Estonie ou l'Espagne quelques mois l'année passée.

Nous ne nous arrêterons pas là

Au-delà des positions discutables de la droite et du Tribunal fédéral, l'invalidation de l'initiative pour des TP gratuits soulève un problème qu'il n'est plus possible d'ignorer : les bases légales ne sont pas à la hauteur des enjeux actuels. L'élaboration d'actions concrètes pour limiter le réchauffement climatique doit se baser sur la solidarité et la justice sociale, en sortant d'une vision individualiste ou culpabilisante.

«Nous ne pouvons pas nous permettre de nous arrêter là et trouverons d'autres manières de défendre une écologie sociale et non punitive», conclut Inès Marthaler.



Solidarité avec le peuple français

Le Parti Suisse du Travail/Parti Ouvrier et Populaire tient à exprimer tout son soutien à la lutte du peuple français. Celui-ci s'oppose fermement à la volonté du gouvernement Macron d'imposer une réforme des retraites à la baisse. Pour faire passer sa réforme, rejetée par 70 % des Français, il utilise le peu démocratique article 49.3. Il faut mettre en place cette réforme coûte que coûte en ayant recours à la force et en rejetant tout débat démocratique à l'Assemblée nationale. Macron applique strictement et clairement les directives néo-libérales de l'Union Européenne, ce que refusent les Français. L'autoritarisme de Macron s'apparente de plus en plus à une dictature, celle des banquiers et des multinationales.

Les Français aspirent à une vie digne et à une retraite qui leur permette de vivre décemment. Ils refusent le fait que beaucoup de travailleurs de la classe ouvrière n'atteignent pas l'âge de la retraite. Et que la plupart, après 50 ans ne retrouvent pas de travail.

Fait notable, la jeunesse française est très présente dans les manifestations. Nous saluons aussi l'unité syndicale et l'engagement massif de la CGT et de ses syndiqués ainsi que celui du PCF et de ses militants tout comme celui des Gilets Jaunes. Le PST/POP est complètement solidaire du combat des Français pour en finir avec le néo-libéralisme.

Face à ce mouvement de protestation le pouvoir macronien use de toute la répression possible en envoyant sa police matraquer les manifestants et en les arrêtant massivement ainsi qu'en ouvrant la chasse aux syndicalistes grévistes.



Les élites de l'UE et des USA ferment les yeux contre cette répression sauvage.

Le PST/POP dénonce cette violence policière et exige la fin de cette répression hors-norme. Il en appelle au gouvernement suisse, toujours prompt à dénoncer la « violence » de la « répression » des manifestations dans tous les pays que pour une raison ou une autre il estime non-démocratiques (alors qu'ils le sont parfois plus que la France, même selon les critères standard de la démocratie libérale), à condamner la répression policière en cours à Paris et dans de très nombreuses villes françaises.

Le peuple français est debout et notre parti se tient résolument à ses côtés.

PST-POP

Le 24 mars 2023.

Bulletin d'information du Parti du Travail genevois

Paraît 10 fois par an

Rédaction, administration

25 Rue du Vieux-Billard

Case Postale 16

1211 Genève 8

pdt-ge@bluewin.ch

www.pdt-ge.org

022 321 79 58

Iban : CH07 0900 0000 1200

8747 5

mention : encre rouge

Éditeur responsable :

Alexander ENILINE

Maquette :

Alexander ENILINE

Ont collaboré à ce numéro :

Alexander ENILINE, Aline

ZUBER, Tobia SCHNEBLI

Délaï de remise des textes :

1^{er} juin 2023

Tarif abonnements :

1 an : 20,-

Soutien : 40,-

Donateur : 60 :-



Intervention sur le rapport de politique extérieure 2022 du Conseil fédéral

Le groupe des Verts a pris connaissance avec évidemment beaucoup d'intérêt du rapport de politique extérieure 2022 de notre pays. Ce rapport est complet, il fait une analyse sérieuse de la politique extérieure de la Confédération. Nous remercions le Conseil fédéral et les rédacteurs pour la qualité du travail fourni.

En 2022, le contexte international a été marqué par des rivalités accrues entre les grandes puissances et par un affaiblissement important de l'ordre mondial fondé sur des règles universellement reconnues. Pour illustrer ces propos, il suffit d'évoquer les ingérences multiples de certaines grandes puissances dans les affaires et la souveraineté de nombreux Etats indépendants.

L'année 2022 a évidemment été marquée par l'invasion de l'Ukraine par la Russie, mais, en réalité, le conflit a débuté en 2014, et le non-respect des accords de Minsk par les deux belligérants s'est transformé en effroyable guerre fratricide au coeur de l'Europe. Pour rappel, le groupe des Verts soutient les mesures économiques prises à l'encontre de la Russie. Par ailleurs, nous refusons et nous refuserons tout assouplissement visant à faciliter l'exportation d'armes, ou même la réexportation, et cela même si certains va-t-en-guerre, y compris dans ce Parlement, souhaitent le contraire.

Le groupe des Verts a souligné la qualité du rapport du Conseil fédéral. Néanmoins, nous aurions souhaité que le rapport ait une orientation moins marquée par les échanges commerciaux et par l'économie en général. Notre groupe souhaite, pour l'avenir, un développement plus marqué de l'aspect du respect des droits humains dans le cadre de ce rapport.

Malheureusement, un autre conflit, parfois en partie oublié, mine dangereusement l'avenir d'un peuple et de toute une région. A ce titre, le manque d'initiative de notre gouvernement concernant le respect des droits humains dans les territoires occupés par l'Etat d'Israël est révélateur. Nous nous permettons au passage de rappeler que ce pays, Israël, continue de bafouer toutes les résolutions de l'ONU. L'occupation, la création de nouvelles colonies, est favorisée par l'actuel gouvernement. La répression systématique de toute résistance est la seule réponse aux violences. Le processus de paix n'existe plus, seule compte la force des armes. Le groupe des Verts souhaiterait évidemment que le Conseil fédéral prenne la tête d'une initiative de paix dans le cadre des frontières de 1967, reconnues par l'ONU.

Anticiper les risques de conflits est évidemment essentiel. Prenons l'exemple de l'eau. L'accès à des services adéquats et durables d'approvisionnement en eau est reconnu par l'ONU comme un droit de l'homme. A nos yeux, notre pays doit en faire une priorité absolue. Cette problématique de l'accès à l'eau est évoquée dans le rapport du Conseil fédéral. Pour notre groupe, notre pays peut et doit contribuer à une gestion pacifique et publique des ressources en eau en apportant son expertise notamment au Moyen-Orient ou en Afrique. Il suffit de penser à des fleuves comme le Jourdain en Cisjordanie ou le Nil Bleu au Soudan et en Ethiopie ou encore l'Euphrate en Turquie, en Syrie et en Irak pour prendre conscience des enjeux futurs et des médiations que notre pays peut proposer aux pays concernés pour éviter de potentiels conflits qui pourraient être dramatiques pour des millions d'habitants de ces régions.



Le thème de l'eau sera très certainement encore d'une brûlante actualité ces prochaines années. Il suffit de constater que, malgré les efforts réalisés au cours de la dernière décennie, 2,1 milliards d'êtres humains dans le monde n'ont toujours pas accès à l'eau potable pour être convaincus que nous devons poursuivre et accentuer les efforts que nous avons déjà engagés, par exemple au Bangladesh, au Bénin ou à Madagascar. Notre pays a les moyens financiers, et le devoir de solidarité en faveur des plus démunis doit être une réalité quotidienne de notre politique extérieure.

En conclusion, le groupe des Verts souhaite vivement que notre pays continue sa politique de paix, propose ses bons offices et prenne des initiatives pour réduire les inégalités, notamment sociales, sources de nombreux conflits.

Denis de la Reussille

Intervention au Conseil national, le 14 mars 2023

(N.B. : Denis de la Reussille est conseiller national du PST-POP mais siège dans le groupe des Verts)



Rachat de Crédit Suisse par UBS : socialisation des pertes et privatisations des bénéfices, ça suffit ! Une solution structurelle est nécessaire

L'expropriation forcée des actionnaires de Crédit Suisse (CS) au profit d'UBS imposée par le Conseil fédéral, la BNS et la FINMA, et la fusion des deux entités en un super monopole bancaire privé constitue indiscutablement un événement historique dont les conséquences seront majeures, et qui soulèvent un certain nombre d'enjeux cruciaux. Le tout constitue un scandale démocratique, la preuve d'un système politique au service de l'oligarchie financière. Si le Conseil fédéral a agi comme il l'a fait, c'est que la situation était grave, mais sa « solution » ne fera qu'aggraver le problème sous-jacent. Pour le PST-POP les causes de la débâcle de CS sont structurelles : il s'agit d'une crise systémique du capitalisme, en cours d'aggravation. Les réponses donc elles-aussi être structurelles et radicales. Il est plus que jamais nécessaire de rompre avec un système qui est à bout et engendre des conséquences de plus en plus intolérables ; non pas de simplement tenter de le réformer ou de mieux le réguler, car il n'existe pas de bonnes solutions dans son cadre.

Un coup de force institutionnel

Lors de sa conférence de presse du dimanche 19 mars – consacrée au rachat de CS par UBS –, le Conseil fédéral déclarait en toute sérénité qu'il avait déjà tout décidé le mercredi d'avant, en grand secret, que la FINMA et la BNS avaient agi sous ses ordres – au mépris de la fameuse "indépendance" de la BNS – et qu'ils avaient menti sur l'état de santé de CS pour ne pas provoquer de panique bancaire. Qui plus est, le Conseil fédéral a adopté une ordonnance visant à classer tous les documents liés à cette affaire, alors que la pratique usuelle est d'en divulguer au moins une partie, ou une version caviardée selon le cas. Une telle négation de la transparence est inacceptable dans une démocratie, et tend à

faire penser que le Conseil fédéral a des choses à cacher.

Le Conseil fédéral a utilisé des pouvoirs discrétionnaires, selon une procédure secrète, et a contourné la législation ordinaire, sur la base du droit de nécessité. Donc, la Suisse a vécu sous une forme d'état d'urgence pendant plusieurs jours, sans que le peuple n'en soit même informé. Or, malgré la séparation des pouvoirs, celui qui peut proclamer l'état d'urgence détient en réalité la plénitude du pouvoir. Théoriquement, ça devrait être l'Assemblée fédérale en Suisse, mais il semble qu'en pratique ce soit le Conseil fédéral. Ce qui est des plus inquiétants. Que le Conseil fédéral ait agi sous la pression des USA est d'autant plus grave, et constitue une menace directe pour la démocratie et l'indépendance de la Suisse.

Le coup de force du Conseil fédéral aura certainement des conséquences institutionnelles durables. En ces temps de crise, la Suisse glisse visiblement vers un capitalisme monopoliste d'État régi par une gouvernance autoritaire, qui plus est selon une procédure secrète. Plus la crise empirera, plus le Conseil fédéral sera amené à agir de cette façon. Or, il n'y a rien de bon à attendre de ce tournant car il n'existe aucune raison de lui faire confiance pour utiliser ses pouvoirs discrétionnaires au service du bien commun. Le fait est qu'actuellement il les utilise au service de l'oligarchie financière exclusivement, pas de l'intérêt général du pays, encore moins de celui de ses travailleuses et travailleurs.

Le PST-POP attend du parlement que non seulement il enquête sur



les circonstances de la débâcle de CS et de la façon dont le Conseil fédéral, la BNS et la FINMA ont géré l'affaire, mais aussi qu'il prenne des mesures visant à limiter les pouvoirs discrétionnaires du Conseil fédéral et à mieux encadrer l'usage, d'imposer un contrôle démocratique strict sur ses agissements.

Du rôle de la BNS

Cette affaire met en lumière également le rôle véritable de la BNS. Celle-ci a en effet accumulé des réserves colossales, que les pertes spectaculaires qu'elle enregistre depuis la fin des taux négatifs n'a que peu entamées. Elle a choisi de vider le fond à partir duquel elle reversait une partie de son bénéfice aux cantons et aux communes, alors qu'elle aurait été financièrement en mesure de poursuivre ces versements. Elle n'a pas touché d'autres fonds à vocation « conjoncturels », et spécifiquement prévus pour des cas comme celui du sauvetage de CS. Or, elle a accumulé ces réserves par des investissements de nature hautement contestable pour certains d'entre eux (énergies fossiles, entreprises d'armement, notamment).



Ces décisions d'investissement et d'utilisation de fonds sont prises de façon discrétionnaire, hors de tout contrôle démocratique, comme le veut la sacro-sainte « indépendance » de la BNS. Or, les priorités de la BNS, comme mettre sur la table une somme aussi colossale que 150 milliards, et sans aucune condition, pour aider une banque privée entièrement fautive de ses désagréments boursiers, montrent éloquemment la véritable nature de classe de cette fameuse « indépendance » : un pouvoir au service de l'oligarchie financière, et soustrait à la volonté du peuple.

Le PST-POP estime que la prétendue « indépendance » de la BNS, qui n'est que le masque de sa dépendance réelle à l'oligarchie financière, doit prendre fin. La BNS doit devenir une banque nationale entièrement publique, soumise à un contrôle démocratique, et dont la politique monétaire soit conduite au service du peuple et de l'intérêt général du pays, en vertu d'objectifs démocratiquement décidés.

Question de priorités politiques

La BNS a facilement mis sur la table 150 milliards de francs sous forme de prêts pour cette transaction, soit presque le double du budget annuel de la Confédération – et plus du décuple du montant qu'elle a décidé de ne plus reverser aux cantons et aux communes. De son côté, UBS rachète CS pour 3 milliards seulement, un montant dérisoire pour une transaction pareille (ou alors c'est que CS était dans un tel état que cette banque ne valait presque plus rien). En sus, la Confédération accorde une garantie de 9 milliards de francs à UBS (qui payerait quand même les 5 premiers milliards en cas de perte sur la transaction), soit plus de 10% de son budget annuel ; et une garantie de 100 milliards de francs d'argent public à la BNS en cas de non-remboursement des crédits faits aux deux banques sur le point de fusionner. Cette décision a été prise quelques jours à peine après l'adoption de LPP21, qui annonce

un nouveau démantèlement des retraits. Alors que l'argent semble toujours manquer à la Confédération quand il s'agit de sauvegarder des acquis sociaux, il coule à flots quand l'oligarchie financière en demande quelques jours plus tard à peine.

Le Conseil fédéral prétend qu'il ne s'agit que de garanties et non de dépenses, et que ces montants ne grèvent pas le budget de la Confédération. Tout se passera normalement très bien et le peuple n'aura donc rien à payer. Mais sa parole ne doit inspirer aucune confiance. Rien ne dit que cette fusion va bien se passer, ni ne pas engendrer des pertes énormes. Le triste état dans lequel se trouvait CS, la complexité du processus de fusion qui obligera UBS à liquider toutes les activités toxiques rachetées à CS, la crise financière qui commence, incitent à penser le contraire. Lorsque, en 2008, la BNS avait sauvé UBS, elle a fini par récupérer son dû, et même faire un bénéfice. Certes. Mais c'est uniquement parce que la Réserve fédérale des USA avait racheté ce fond. La BNS pourrait bien faire une perte colossale cette fois, qui devrait être épongée par la Confédération, et qui serait payée en dernière instance par le peuple. En revanche, si la transaction est un succès, tous les bénéfices iront aux actionnaires d'UBS, et à eux seuls. Privatisation des bénéfices et socialisation des pertes. Quelque chose qui ne doit plus continuer.

Quand nous disons que c'est le peuple qui va payer pour cette aide étatique à deux banques privées qui n'en formeront bientôt plus qu'une, ce n'est pas une hypothèse, ni même une prédiction. Car le Conseil fédéral travaille déjà sur un plan d'austérité, annoncé dans la presse quelques jours à peine après la transaction. Soit des mesures d'économie sur la contribution de la Confédération à l'assurance chômage (alors que la fusion des deux banques et les multiples suppressions de postes qui vont en découler engendra une hausse du chômage), sur le développement

du transport ferroviaire (alors qu'à l'heure de l'urgence climatique celui-ci n'a jamais été aussi nécessaire !) et dans l'AVS (une idée aussi mesquine que révoltante de couper dans les rentes de veuves !). Toutes ces mesures devraient permettre d'économiser quelques 600 millions de francs par année. Le Conseil fédéral prétend bien sûr que ces mesures n'ont bien sûr rien à voir avec l'affaire CS. Mais on sait déjà ce que vaut sa parole.

Quant aux travailleuses et travailleurs qui vont être licenciés, le Conseil fédéral n'a tout à coup plus de pouvoirs discrétionnaires, et ne s'en préoccupe d'aucune manière, laissant la nouvelle UBS agir à sa guise. Leur sort n'est pour lui pas une priorité.

Ces priorités politiques sont celles d'un gouvernement capitaliste, qui gouverne au service de la bourgeoisie, et au détriment du peuple. Le PST-POP se bat pour faire l'exact contraire.

Un super monopole bancaire privé

Certes, le Conseil fédéral, la BNS et la FINMA pouvaient difficilement laisser faire le marché libre, et laisser donc Crédit Suisse faire faillite, sans autre forme de procès. Il est vrai que, même en laissant CS couler, il eût été possible de garantir les dépôts des épargnants, jusqu'à une certaine limite. C'est ce qu'avait fait l'Islande, au plus fort de la crise financière de 2008, en refusant d'appliquer un plan d'austérité exigé par l'UE, en laissant les banques faire faillites, tout en garantissant les dépôts jusqu'à un certain plafond, et en mettant des banquiers en prison. Ces mesures avaient assaini l'économie islandaise parasitée jusque-là par un secteur financier hypertrophié et spéculatif. La garantie des dépôts auraient également pu être illimitée, comme l'ont fait aujourd'hui les USA, en laissant couler la Silicon Valley Bank, tout en garantissant l'entier des dépôts afin d'éviter la contagion bancaire.



Cela dit, le Conseil fédéral aurait eu en tout cas trois autres options pour éviter une faillite de CS. Il aurait pu nationaliser cette banque, option qui aurait été envisagée, et qui, à coup sûr eût été préférable. Il aurait pu scinder CS en plusieurs entités, et en liquider les plus toxiques (une tâche ingrate dont UBS devra se charger désormais), ou la vendre à une banque étrangère (ce qui aurait été très problématique).

Au lieu de cela, il a choisi de créer un super monopole bancaire privé. La nouvelle UBS dominera en effet de façon écrasante le secteur de la finance en Suisse, et son bilan représentera deux fois le PIB du pays. La question se pose de savoir comment il sera désormais possible de sauver la nouvelle UBS quand cette dernière se trouvera elle-même dans la tourmente. Il semblerait que même la BNS ne serait pas en mesure de sauver un tel mastodonte. Par sa « solution » le Conseil fédéral n'a fait qu'aggraver le problème à terme.

Début d'une crise financière ?

Cette fusion ne résoudra rien. Tous les participants et participantes à la conférence de presse du Conseil fédéral du dimanche 19 mars disaient la main sur le cœur qu'UBS est financièrement solide et fiable, que tout allait bien et qu'il n'y avait aucune raison de s'inquiéter... Le même discours que pour CS il y a une poignée de jours auparavant à peine. Or, on sait maintenant ce qu'il en est, et il est possible de soupçonner qu'ils aient menti de façon éhontée.

Ces paroles ne méritent aucune confiance. Cette dernière a par ailleurs aussi manqué aux marchés financiers au lendemain de la fusion, qui se sont effondrés d'abord, pour remonter ensuite, tout en continuant à fluctuer de façon préoccupante. Et la situation de certaines autres banques est dangereusement fragile.

Sans vouloir spéculer à notre tour sur quand et comment une crise financière va se déclencher, nous

estimons que celle-ci existe en puissance depuis un moment déjà et que sa réalisation en acte ne pourra plus être évitée longtemps. Car cette crise est de nature structurelle : il s'agit d'une crise de suraccumulation du capital, plus particulièrement d'un capital financier hypertrophié et parasitaire. Si les profits de la finance peuvent sembler purement spéculatifs, de l'argent produit avec de l'argent, en dernière instance ils sont prélevés sur l'économie réelle, sur la plus-value produite par les travailleuses et travailleurs. Or ce tribut devient étouffant, et l'accumulation du capital dans l'économie réelle est de plus en plus entravée par sa crise structurelle. Ce cycle a été maintenu artificiellement à flot par les taux négatifs, lorsque l'argent était gratuit et que même des activités déficitaires pouvaient être financées. Mais, depuis que les banques centrales ont remonté leurs taux directeurs, afin de lutter contre l'inflation, les banques se retrouvent en difficulté pour payer les intérêts.

Cette crise est potentiellement plus grave que celle de 2008, et dans tous les cas plus complexe. A l'époque, il s'agissait clairement d'une crise financière (même si ses causes étaient structurelles), qui pouvait être traitée comme telle. Là, nous aurions une crise financière qui se surajouterait à plusieurs crises préexistantes : inflation, renchérissement des matières premières, pénuries, rupture de chaînes d'approvisionnement, guerres, tensions géopolitiques, fragmentation du marché mondial en zones économiques et monétaires qui tendent à devenir de plus en plus cloisonnées... Dans cet enchevêtrement de crises, il n'existe pas de bonne solution dans le cadre du système : chaque solution apportée à un problème en aggraverait un autre. Par exemple, remonter les taux directeurs peut causer la crise financière, mais les abaisser relancerait l'inflation... Dans cette situation, les vieilles puissances impérialistes sont désavantagées pour avoir massivement délocalisé leur secteur productif, et laissé atteindre une véritable

hypertrophie du capital financier, exportant surtout des capitaux et étant devenus extrêmement dépendants pour l'importation de biens qu'elles ne produisent plus. Il est vain de vouloir essayer de sauver un système structurellement en faillite à terme, et qui cause des dégâts sociaux, économiques et environnementaux intolérables. Il est urgent d'en changer.

Les causes de la débâcle sont structurelles, les solutions doivent l'être également

La débâcle de CS a provoqué une consternation générale, et à peu près personne n'a été satisfait de la façon dont le Conseil fédéral a agi. Tous les partis politiques l'ont critiqué. Le problème est que ces critiques restent superficielles, quand elles ne tiennent pas de la pure démagogie.

Certaines réactions tiennent du pur spectacle : l'UDC dénonce le « copinage PLR », le PLR leur retourne la politesse en accusant Ueli Maurer... Les commentateurs ont beaucoup pointé la responsabilité individuelle des dirigeants successifs de CS. Certes, les mauvaises pratiques à la tête de CS peuvent expliquer pourquoi cette banque-là s'est retrouvée au bord de la faillite, et pas une autre. Mais cette explication est insuffisante. Les causes de la débâcle ne sont pas contingentes, ni seulement liées aux fautes commises par quelques personnes.

Les mesures proposées sont tout autant insuffisantes, et ne s'attaquent pas aux causes structurelles de la crise. Les partis gouvernementaux se limitent dans le meilleur des cas à demander plus de régulation, plus de pouvoir à la FINMA... sans remettre en cause le système en tant que tel. « Plus de régulation » : on nous avait déjà fait le coup lors de la crise de 2008. Beaucoup de promesses faites alors – Nicolas Sarkozy disait vouloir « moraliser le capitalisme » – étaient parfaitement hypocrites. Mais certaines mesures furent néanmoins mises en place. Des



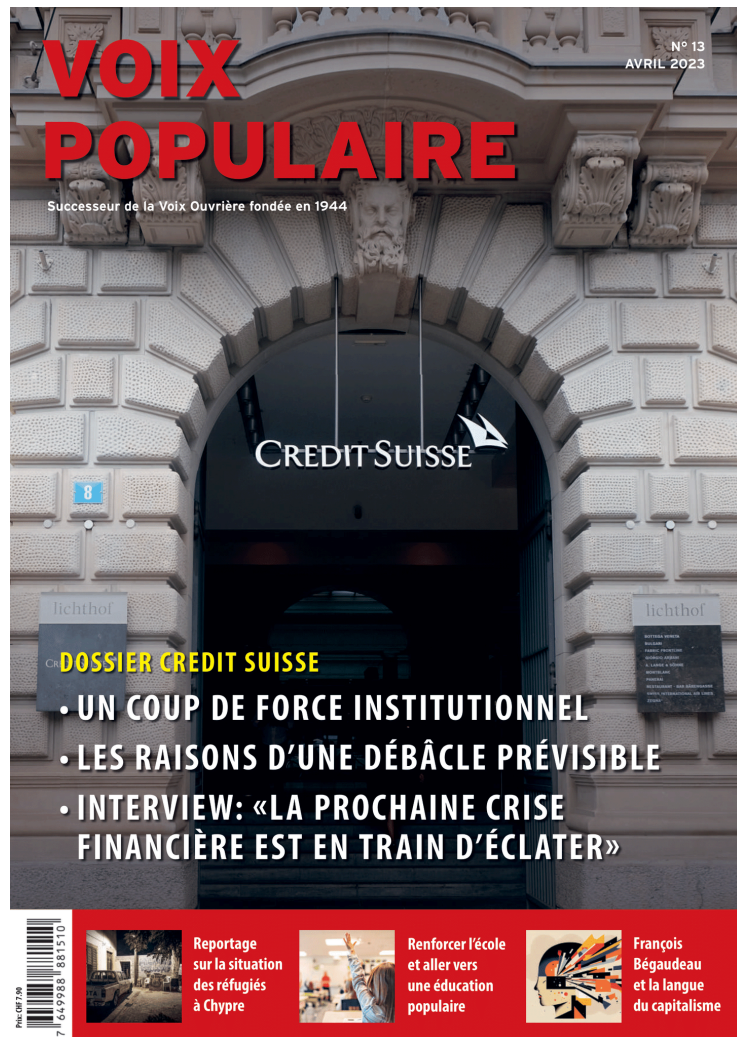
exigences renforcées en matière de fonds propres et des réglementations bancaires plus strictes furent effectivement implémentées. En Suisse également. Elles n'ont servi à rien pour empêcher ce qui arrive aujourd'hui. On aurait pu mettre des mesures de régulation plus fortes par le passé, on pourrait les renforcer maintenant. Ce serait certes positifs, mais n'apporterait pas en soi une solution.

Car, ce n'est pas parce que le système financier est insuffisamment régulé qu'il produit les résultats qu'il produit, mais parce qu'il est le système qu'il est.

Alors, pour résoudre les problèmes posés par la débâcle de CS et la création du nouveau super monopole bancaire, des demi-mesures et des bricolages réformistes ne sauraient suffire.

En 2008, la crise financière était partie de l'endettement privé extrême du à des prêts hypothécaires spéculatifs aux USA et à une finance dérégulée et hors de contrôle. Après la faillite de Lehman Brothers, les États capitalistes développés ont mobilisés des montants proprement hallucinants de fonds publics pour renflouer les banques en difficulté et arrêter la contagion. Ce renflouement s'est fait sans aucune condition, un pur cadeau. Aucun des banquiers impliqués dans la crise – dont les pratiques ont pu pourtant être illégales – n'eut aucun compte à rendre. Les réformes promises pour faire passer ce sauvetage devant l'opinion publique se sont révélées dérisoires, et n'ont presque rien changées, laissant les causes à l'origine de la crise intouchées, et vouant celle-ci à se répéter. En revanche, les États, lourdement endettés, ont fait payer à leurs peuples par des politiques d'austérité brutales le sauvetage des banques privées.

Et, quinze ans plus tard seulement, nous voyons les prémisses d'une nouvelle crise financière. Alors, refaire comme il y a quinze ans, sauver de nouveau les banques avec de l'argent public pour qu'elles



Vous pouvez trouver plus d'analyses sur l'affaire Crédit Suisse dans Voix populaire, notre magazine mensuel : www.voixpopulaire.ch

continuent exactement comme avant, et devoir payer pour les conséquences de ce sauvetage, pour nous c'est non ! Ces crises sont un mal qui découle de la nature même du système capitaliste. Aujourd'hui, plus que jamais, nous avons besoin d'autre chose. Nous n'avons pas besoin d'une finance hors de contrôle, qui n'enrichit qu'une minorité, et, par ses investissements à courte vue, engendre 22 fois plus d'émissions de CO2 que la totalité de la population suisse. Nous avons besoin de changements de fond.

Le PST-POP considère que le secteur de la finance doit être nationalisé, et mis au service du bien commun. Pas pour fonctionner comme aujourd'hui, dans une forme de capitalisme d'État, avec redistribution des dividendes au peuple, mais

pour réaliser des changements structurels. L'économie de notre pays est actuellement prise en otage par un secteur financier hypertrophié, parasitaire et spéculatif. Ce secteur doit être dégonflé, les activités purement spéculatives supprimées, et une finance à caractère publique mise au service d'une économie restructurée dans l'intérêt du bien commun, par la relocalisation d'activités productives et écologiquement soutenables, par le développement d'emplois socialement utiles. Il n'est que grand temps de sortir enfin du capitalisme, de construire une nouvelle société socialiste, avant que le capitalisme ne finisse par rendre la planète inhabitable dans un avenir plus proche qu'on ne le croit.

PST-POP



De la légitimité et de l'efficacité de la désobéissance civile

Dans un texte d'opinion, paru dans Le Temps du mercredi 26 avril 2023, intitulé « Après l'effondrement intellectuel, le glissement dans l'extrémisme de la gauche », Bryan Lo Giudice, vice-président du PLR Ville de Genève, si livre à un réquisitoire en règle contre la gauche, dans toutes ses tendances, accusée d'un véritable effondrement intellectuel, de ne plus être capable de parler au peuple, ni de mener les combats pour la justice sociale qui furent à la source de sa légitimité. Pour compenser son affaiblissement, tant intellectuel qu'en termes électoraux, la gauche aurait le grand tort de se tourner vers un radicalisme de substitution, impliquant une violation de la loi pour une cause que l'on estime juste: pèle-mêle, actions de désobéissance civile face à l'urgence climatique, occupation d'un immeuble laissé vide par son propriétaire véreux, grève des TPG... Des causes supposées de l'effondrement intellectuel de la gauche, il n'est pas dit grand-chose de plus dans l'article en question (on comprendra lors de débats télévisés qu'il s'agirait du désintérêt pour les luttes sociales au profit de questions dites « sociétales »). Ce sont les actions de désobéissance civile, impliquant une violation de la loi, qui suscitent particulièrement les foudres de M. Lo Giudice.

Pourquoi, toutefois, ces actions de désobéissance civile déchaînent-elles autant l'ire de la bourgeoisie ? Il est vrai qu'elles sont illégales. Mais bien d'autres choses le sont, qui ne soulèvent pas autant les passions. Et il est indéniable qu'il existe nombre de faits beaucoup plus graves, qui ne font ni chaud ni froid aux mêmes politiciens bourgeois qui s'empressent d'ériger au rang d'affaire d'État les transgressions les plus bénignes, pour autant qu'elles soient des actions de désobéissance civile. Et les accusations de « violence » apparaissent particulièrement grotesques, s'agissant de simples dommages à la propriété dans le pire des cas

(pas de violence contre les personnes), voire de simples entraves à la circulation, voire d'empêchements d'actes officiels de la part de la police. Pourquoi un traitement aussi manifestement disproportionné ? C'est que ces actions dérangent la bourgeoisie, beaucoup à l'évidence. Au lieu de se demander pourquoi, même des personnes engagées à gauche se laissent intimider par cette injonction de respect absolu du droit bourgeois, et se précipitent pour décréter les actions de désobéissance civile, si ce n'est comme illégitimes, du moins comme inefficaces. A tort, nous le pensons du moins. Cette question soulève à l'évidence différents enjeux, qu'il convient d'examiner.

La bourgeoisie et le respect du droit

De ce que les représentants politiques de la bourgeoisie prônent religieusement le respect scrupuleux du droit, on oublierait un peu facilement qu'il n'est question pour eux que de leur droit. Mais ce droit bourgeois, libéral, dont le respect serait élevé presque au rang d'obligation religieuse, serait-il issu d'une procédure légale, conformément au droit antérieur ? Bien au contraire, il est issu de la transgression massive de ce droit, de son abolition, souvent par la force des armes. C'est par la violence révolutionnaire, par un usage à large échelle de la guillotine, que la bourgeoisie française a mis fin à l'Ancien Régime, et a instauré la République, sa République. Et c'est par la force des armes que, bien avant la fusion qui a donné naissance au PLR à Genève, les ancêtres des radicaux, avec James Fazy à leur tête, ont mis fin au régime patricien dirigé par les ancêtres des libéraux. Il saurait difficilement en aller autrement du reste. Une révolution est par définition un moment de non-droit, la destruction du droit antérieur, une vacuité de droit où c'est la force qui tranche, et d'où émerge un droit nouveau, légitimant a



« Tu gagneras ton droit par la lutte », affiche du Parti socialiste-révolutionnaire, d'avant la Révolution d'Octobre

Par la lutte, pas par le compromis

posteriori la violation du droit précédant qui lui a donné naissance.

Fort bien, pourrait-on dire, mais il s'agissait d'un droit non-démocratique, auquel il était impossible de mettre fin par des moyens démocratiques, que celui-ci ne prévoyait pas. La violence dont la bourgeoisie a eu alors recours ne serait plus légitime désormais, puisque son droit à elle prévoit, dans notre pays du moins, des moyens démocratiques de le changer. La bourgeoisie est-elle toutefois plus respectueuse d'un droit qui pourrait remplacer le sien, quand bien même celui-ci serait issu de choix démocratiques ? Friedrich Von Hayek, un des idéologues majeurs du néolibéralisme, a répondu clairement à cette question : « Je préfère une dictature libérale à un régime démocratique dont le libéralisme serait absent ». Cette réponse, il la donna à un journal chilien, sous la dictature d'Augusto Pinochet. En effet, ce régime infâme, conseillé par Von Hayek et par Milton Friedman, fut le premier à implémenter les recettes empoisonnées du néolibéralisme. Pourtant, ce fut une élection parfaitement démocratique qui porta l'Unité populaire et le président Salvador Allende au pouvoir.



La bourgeoisie chilienne et les USA préfèrent noyer dans le sang le peuple qui a osé « mal » voter, et recourir au non-droit absolu qu'est le fascisme. Avec l'approbation enthousiaste des idéologues libéraux. La bourgeoisie fait toujours le même choix lorsqu'elle est menacée de perdre ses privilèges.

La bourgeoisie est-elle seulement plus respectueuse de son propre droit, sitôt qu'elle se sent un tant soit peu menacée ? Aucunement ! L'exemple de la Suisse suffit à montrer que l'institution policière et judiciaire se comporte comme une véritable police politique de la bourgeoisie, avec des pratiques qui évoquent plus un régime autoritaire que ce qu'on pense être un État de droit, des procédures expéditives, et des méthodes parfois illégales, envers toutes celles et ceux qui représentent, ou semblent représenter une menace pour l'ordre établi. Le véritable acharnement policier et judiciaire à l'encontre des militants pour le climat qui osent transgresser la législation bourgeoise, souvent pour des faits extrêmement mineurs – à comparer avec l'incroyable mansuétude pour les criminels en col blanc, et le combat, malheureusement couronné de succès, des partis bourgeois contre l'initiative pour des multinationales responsables ; en clair, pour des multinationales irresponsables face à leurs crimes ! – montre assez bien la réalité de cette justice de classe. Généralement, les membres et sympathisants des partis bourgeois ne voient même pas ces aspects déplaisants de leur régime, pas plus que la terrible violence structurelle dont il est cause, parce qu'ils n'y sont généralement jamais confrontés à titre privé. Toutefois, l'affaire Simon Brandt, où le procureur général, membre du PLR, est manifestement allé trop loin en appliquant à un autre membre du PLR des méthodes qui sont généralement réservés à des opposants au régime a au moins eu le mérite d'ouvrir les yeux à certains sur la véritable nature de l'État suisse (cf. numéro précédent de l'Encre Rouge).

Cela sans parler des insupportables violences structurelles de la société bourgeoise, qui sont parfaitement légales. Les militants pour le climat qui ont joué au tennis à titre d'action symbolique dans une succursale de Crédit Suisse ont été pénalement condamnés ; les dirigeants successifs de cette banque qui se sont livrés à quantité de pratiques pour le moins douteuses tout en se gavant de bonus, menant leur entreprise à la débâcle, n'auront aucun compte à rendre. Et leurs investissements climaticides sont parfaitement légaux. Le business réellement criminel et meurtrier des entreprises de trading en matières premières est légal. L'exclusion social, la précarité de masse... sont pour ainsi dire banalisées, alors qu'il s'agit d'une violence structurelle produite par le système. Et des scandales comme ceux du foyer de Nancy ont mis en lumière des pratiques structurellement violentes de l'État suisse contre des personnes parmi les plus vulnérables, qui restent encore aujourd'hui beaucoup trop systématiques (quoi qu'à une échelle heureusement moindre que dans le passé) et qui sont encore trop souvent mises sous le tapis. Le droit d'un tel système mérite-t-il vraiment un respect quasi-religieux ?

Le rôle de la désobéissance civile dans l'histoire

Même l'historiographie bourgeoise reconnaît que les moyens de lutte non-légaux en général, et la désobéissance civile en particulier, ont joué un rôle important et progressiste dans l'histoire. Certains de ces mouvements de désobéissance civile sont même généralement approuvés, voire officiellement sanctifiés (au prix d'une certaine mythification) : la lutte de Mahatma Gandhi pour la libération de l'Inde, le mouvement pour les droits civiques aux USA, la lutte des suffragettes, le combat contre l'apartheid, etc. Il est vrai qu'il s'agit de luttes pour des causes dont il n'est plus possible sérieusement de remettre en cause la légitimité.



Mais toutes ces luttes avaient été cataloguées comme « extrémistes » par les classes dominantes et leurs représentants politiques en leur temps. « Nelson Mandela est un terroriste », avait osé déclarer Margaret Thatcher. Il est vrai aussi que si ces combats recourant à la désobéissance civile non-violente (alors qu'en réalité ils n'étaient pas toujours aussi non-violents que ça) sont sanctifiés, c'est pour les opposer à la lutte armée, à la violence, presque toujours condamnée par principe. Mais les mêmes méthodes de désobéissance civile non-violente sont condamnées avec une ire sans limite de la part de politiciens bourgeois lorsque ce sont des activistes pour le climat qui les utilisent aujourd'hui. Une boussole morale aussi versatile ne devrait même pas être prise au sérieux. Le fait est que ces politiciens ne condamnent pas les actions de désobéissance civile parce qu'elles seraient « violentes », ou même « illégales » (les agissements des fraudeurs fiscaux suscitent autrement moins de colère de leur part), mais parce qu'elles remettent en cause leur ordre. Gageons toutefois que dans un avenir proche, les militants pour le climat d'aujourd'hui seront célébrés comme ceux pour les droits civiques d'hier (ou alors la planète sera devenue inévitable) ; et que les juges et procureurs qui les condamnent seront mis sur le même plan que ceux du régime de l'apartheid, pour les mêmes raisons (eux aussi ne faisaient qu'appliquer la loi après tout).



Les origines oubliées du Centre

Aussi difficile à imaginer que cela puisse être, eu égard à ce que ce parti est devenu, le Centre genevois était à l'origine un mouvement de désobéissance civile. On apprend cette histoire dans *Le Parti Démocrate-chrétien à Genève, un siècle d'histoire, 1892-1992*, écrit par David Hiler et Geneviève Perret Barri, publié par le PDC (comme le Centre s'appelait jusqu'à récemment) en 1992.

L'histoire commence dans les années 1870. Sous le pontificat de Pie XI, l'Église catholique adopte un raidissement conservateur et un durcissement des prétentions à la théocratie pontificale, ce qui la fait voir comme une menace, notamment par les radicaux à Genève. Les catholiques sont soupçonnés d'un conflit d'allégeance entre leur pays et le pape. Par ailleurs, les catholiques deviennent majoritaires dans la population genevoise, mais pas encore dans l'électorat. Ces deux éléments déclenchent une violente offensive contre l'Église catholique romaine de la part du Parti radical, sous la direction du conseiller d'État Antoine Carteret. Des mesures de plus en plus restrictives sont prises : interdiction de célébrations religieuses sur la voie publique l'habit ecclésiastique, et des congrégations, et, surtout, tentative de création d'une Église catholique nationale, qui ressemble beaucoup à une église protestante (élection des prêtres, abolition du célibat, serment prêté devant le Conseil d'État). Mais cette nouvelle Église est créée contre la volonté d'une majorité de catholiques, et rencontre une résistance farouche dans les communes rurales à majorité catholiques. Le Conseil d'État tente de passer en force, en organisant des élections de prêtres avec un taux de participation infime, et confisquant les bâtiments des églises au profit de l'Église catholique nationale. Face à cette politique, les catholiques s'organisent en un parti politique, l'Union des campagnes. Un parti qui deviendra un jour le Centre, et dans l'hymne

originel duquel on trouve ce couplet :

« Contre les tyrans et la tempête, Nous ne courberons pas la tête, Nous unissons nos cœurs, nos bras ; La foi transporte les montagnes Enfants, l'Union des campagnes Est forte et ne se rendra pas ! Dieu qu'adoraient nos pères Nous garderons ta loi ; Jurons, jurons mes frères ; De mourir pour la foi »

Si le SRC existait déjà à cette époque, peut-être y aurait-il vu de quoi justifier un fichage pour extrémisme violent. Remarquons que toutes ces lois anticatholiques étaient adoptées par un parlement démocratiquement élu. Toujours est-il que la désobéissance civile mise en place par l'Union des campagnes face à la spoliation des bâtiments ecclésiastiques mène au discrédit de la politique anticatholique, qui se base sur une répression de plus en plus absurde. Carteret est obligé de reconnaître qu'il est dans une impasse. La tentative d'éradication de l'Église catholique romaine sera abandonnée. Alors, au nom de quelle légitimité le Centre s'opposerait-il à ce que des militants d'aujourd'hui recourent, pour des causes au moins aussi importantes que la liberté de culte des catholiques, à des méthodes de lutte qu'il a certainement eu raison d'employer autrefois ?

Le mouvement ouvrier et les moyens de lutte non-légale

En rattachant l'incapacité présente de la gauche de conduire la bataille pour la justice sociale et sa prétendue dérive extrémiste, M. Lo Giudice renvoie en filigrane à l'époque de la paix du travail et de la participation loyale et modérée du PS aux institutions. Mais cette intégration dans la société bourgeoise et son



Drapeau de l'Union des campagnes
Source : Bibliothèque de Genève

État ne représente pas les origines du mouvement ouvrier, ni son état naturel, mais plutôt la dérive du fait de laquelle il est arrivé à son impuissance présente en Suisse.

Lorsque le mouvement ouvrier apparaît au XIX^{ème} siècle, c'est dans l'illégalité et en butte à une dure répression des pouvoirs en place. Il était considéré comme normal alors de réprimer les grèves à balles réelles, en Suisse également. Les syndicats étaient tout d'abord interdits. C'est par des luttes opiniâtres, par des grèves durement réprimées, par la confrontation souvent violente avec l'appareil répressif d'État, que la classe ouvrière et ses organisations politiques et syndicales ont pu conquérir des progrès sociaux et démocratiques. Des progrès démocratiques qui naissent de la transgression du droit existant, pas de son respect scrupuleux.

Mais, après ces premières victoires, la tentation existait pour les dirigeants du mouvement ouvrier d'essayer de s'intégrer à l'ordre établi, de s'y faire une place, au prix du renoncement à l'objectif de le renverser. Cette intégration, toutefois et la voie de la capitulation programmée, et de l'« effondrement intellectuel », effectivement. Ce n'est pas ainsi que la gauche sera à la hauteur de ses responsabilités historiques. Ce n'est pas la voie choisie par le PST-POP.



Les Verts, un parti extrémiste ?

N'est-il pas immédiatement évident que ce sous-titre est humoristique ? Les Verts, un parti d'extrême-gauche, sérieusement ??? C'est pourtant le surprenant reproche que M. Lo Giudice fait à ce parti, ainsi qu'à une majorité du PS, qui aurait fini par céder à l'influence des Verts, et, naturellement, à la gauche radicale. L'« extrémisme » qui est reproché à la gauche en l'occurrence, c'est le fait d'approuver l'usage de la désobéissance civile au service de causes qu'elle estime juste.

Or, s'il y a un reproche à faire à la gauche réformiste, ce n'est en tout cas pas celui – absurde ! – d'un tournant extrémiste, ni celui d'accorder une importance indue aux questions dites « sociétales », qui sont légitimes (le suffrage féminin n'aurait-il pas pu avoir été qualifié de question « sociétale » avant son introduction en 1971 par ses opposants réactionnaires ?). Mais en un sens il est correct de parler d'« effondrement intellectuel » de cette gauche-là, de dire qu'elle n'est plus « synonyme de combats sociaux ». Si elle ne l'est plus toutefois, c'est du fait de son réformisme, de son intégration trop longue et trop complète dans un « consensus », dont M. Lo Giudice lui fait l'éloge de l'honorer par le passé, et de ne plus le faire aujourd'hui. Le PS avait été fondé en tant que parti de la classe ouvrière. Manifestement, il ne l'est plus. A l'Assemblée fédérale, il se montre régulièrement prêt à cautionner des contre-réformes, en échange de quelques maigres « contreparties sociales », quitte à redevenir éventuellement de gauche par mesure de représailles envers une droite qui n'a pas voulu négocier avec lui. Les Verts n'ont pas pour projet de remplacer le capitalisme par autre chose, ni ne sont d'accord entre eux sur le type de société où ils veulent arriver. Ce qui les empêche de jouer un rôle aussi offensif qu'ils le pourraient en contexte d'urgence climatique.

Toutefois il y a bien un sens où cette étrange critique de M. Lo Giudice ne tombe pas à plat. En effet, soutenir, surtout verbalement, des actions relativement radicales, sans disposer d'un projet politiquement radical pour autant, implique une radicalité de posture seulement. Plus grave est le cas de certains personnages soi-disant de gauche radicale, certaines personnalités de la LUP pour ne pas les nommer, et que M. Lo Giudice attaque dans son article. Ces individus, en effet, s'engagent dans des actions de désobéissance civile, mais uniquement dans le cadre de leur campagne électorale, dans le seul but d'attirer les caméras sur eux et de se donner de faux airs révolutionnaires. Ce faisant, ils transforment de justes combats en coups de comm qui tournent à vide. Rien de plus nuisible à nos luttes que ce type de politiciens.

L'extrême-gauche, vacuité intellectuelle ?

Plus qu'aux Verts, le qualificatif d'extrémisme (auxquels il ne s'applique pas du tout), se rattache plus naturellement aux mouvements et organisations qui sont communément désignés comme étant d'extrême-gauche, par les organisations moins radicales qu'eux, de même que par l'appareil de répression de l'État bourgeois. Nous pensons principalement aux mouvements autonomes, communément appelés totos.

A ces mouvements d'extrême-gauche, on peut faire beaucoup de critiques sans doute, mais celle de vacuité intellectuelle, d'absence de projet, de vision politique, n'en fait pas partie. Ces mouvements se caractérisent bien souvent au contraire par une discipline militante réelle, un dévouement à la cause, une certaine consistance politique, et des méthodes de lutte qui sont issues d'une réflexion, et qui ne sont pas toujours sans efficacité.

Ce n'est toutefois pas la voie de l'avenir, ni celle que le PST-POP pourrait recommander. Les



mouvements totos ont la faiblesse d'avoir une stratégie inadéquate – quand ce n'est pas le refus de la stratégie au profit de l'expression de la « rage sociale » – et le choix de formes de lutte nécessairement minoritaires et qui les engage dans une épreuve de force avec l'État bourgeois impossible à gagner ; qui est moins encore susceptible de renverser le pouvoir existant pour le remplacer par autre chose. Ces mouvements d'extrême-gauche méritent néanmoins plus d'égards, et d'intérêt, qu'un haussement d'épaules dédaigneux.

La lutte des classes en France

« Voilà donc que nous glissons lentement mais sûrement dans une Genève qui ressemble de plus en plus à une France sur le point d'exploser socialement », écrit M. Lo Giudice. Mais y a-t-il vraiment des raisons de considérer la France comme le repoussoir absolu ? A vrai dire, c'est un tel lieu commun dans l'idéologie dominante en Suisse romande, qu'on le cite comme une évidence, sans même savoir pourquoi. Ce seul fait devrait inciter au scepticisme. En un sens, la France actuelle est un contre-exemple absolu. Mais en quoi ? Certainement pas par ses mouvements sociaux, par un climat effectivement autrement plus contestataire qu'en Suisse, par la vivacité d'une tradition de lutte dont on aurait beaucoup à. Mais, au contraire, c'est par sa tradition réactionnaire, par la dérive de la V^{ème} République, conçue à la base comme une sorte de monarchie présidentielle, au service des monopoles, et qui aujourd'hui est, peut-être pas un régime autoritaire *stricto sensu*, mais en tout cas un régime mixte, en



aucun cas une démocratie véritable, fût-ce bourgeoise. Un caractère déjà peu démocratique, qui s'est aggravé au fil des quinquennats, jusqu'à atteindre le paroxysme sous celui d'Emmanuel Macron : passage en force de réformes antipopulaires, avec un parlement réduit à une chambre d'enregistrement, et ce scandale antidémocratique qu'est le 49,3 ; violences policières à large échelle et doctrine de « maintien de l'ordre » qui s'apparenterait presque à une guerre contre son propre peuple, démantèlement de l'État de droit... C'est dans ce régime-là qu'est né le mouvement de lutte contre la réforme des retraites). Contre ce régime qui ne conçoit pas d'agir autrement que par la force contre son propre peuple, il n'est pas possible de lutter autrement que par la force.

Alors, certes, le mouvement quasi-insurrectionnel contre la réforme des retraites n'a pas été en mesure, jusqu'à présent, de faire reculer le gouvernement, n'a pas empêché la promulgation de la loi. Il a du moins mis le pouvoir en difficulté. Une alternative politique progressiste pourrait naître de ce mouvement, quoi que rien ne le garantisse, et que le fascisme soit hélas aussi une issue possible.

La désobéissance civile en contexte d'urgence climatique, contreproductive réellement ?

A la lumière de tout ce que nous avons dit, les mouvements de désobéissance civile face à l'urgence climatique sont parfaitement légitimes, et même indispensables. Un argument qu'on leur oppose fréquemment est qu'ils seraient contreproductifs, parce qu'ils donneraient une image « extrémiste » de l'écologie et rendraient plus difficile de faire des projets qui seraient « consensuels », si la question était moins politisée.

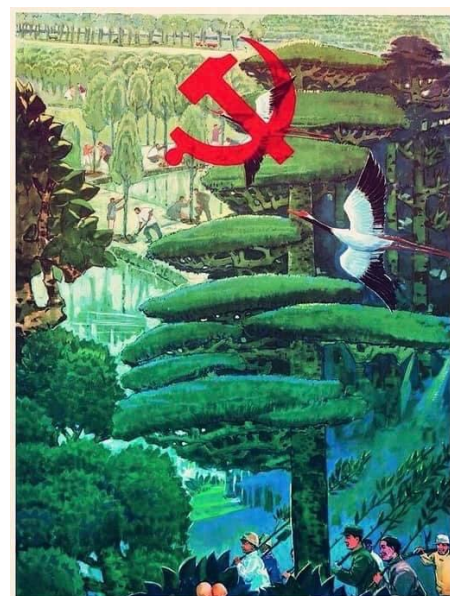
Que peut-on répondre à cet argument ? Premièrement, en quoi quelqu'un qui se laisserait détourner d'une vérité scientifique incontestable uniquement parce qu'il a

subi quelques menus désagréments dans sa mobilité se distinguerait-il d'un climatocéptique ? Deuxièmement, pourquoi faudrait-il que la question du climat soit « consensuelle » ? Parce que quel type d'écologie serait consensuel, sans ces empêcheurs de tourner en rond des mouvements climatiques ? La réponse est évidente : le capitalisme vert, l'écologie mainstream, qui se limite à continuer le business as usual en le repeignant un peu en vert, et se fixant des objectifs tout à fait insuffisants, comme la neutralité carbone en 2050, et des moyens si ridiculement « pragmatiques » qu'ils ne permettraient pas même d'atteindre ces objectifs au rabais. Cette « écologie » là tient de la mauvaise plaisanterie, qui pourrait devenir tragique dans très peu d'années. Ce n'est pas d'une écologie consensuelle que nous avons besoin, mais de changements radicaux. Que le droit de nécessité ne soit que pour les banques et pas pour l'urgence climatique constitue un choix politique, qui ne reflète que les priorités de la bourgeoisie. Ce choix ne saurait être le nôtre.

Alors, les mouvements de désobéissance civile sont-ils efficaces face à l'urgence climatique ? ça dépend. Ce sont les grèves du climat et les actions de désobéissance civile qui ont enfin attiré l'attention publique sur la gravité de la situation, et rendent plus difficile pour les politiciens bourgeois de rien faire, sans que pour autant ils n'aient commencé à agir vraiment. Ces mouvements ont pu bloquer également certains projets écocides. Mais encore faut-il que ces actions répondent à une pertinence tactique (faute de quoi elles peuvent effectivement être contreproductives), critère qui n'est pas nécessairement toujours réalisé.

Une rupture révolutionnaire pour dépasser le légalisme insipide et la simple contestation

Naturellement, les actions de désobéissance civile, si elles sont parfaitement légitimes et peuvent être tactiquement justifiées, ne sauraient être un but en soi. Le but ne



GREEN IS RED

saurait seulement être de contester, ni d'essayer de pousser les politiciens à agir. Car les « transformations socio-économiques » requises (selon la terminologie du GIEC) ne peuvent être réalisés sans sortir du capitalisme. Cette sortie ne peut naturellement être le fait des politiciens de la bourgeoisie, classe sociale qui préférerait laisser la planète devenir inhabitable et l'humanité sombrer plutôt que de renoncer à sa domination (ce qu'elle est d'ailleurs en train de faire). Pour sortir de cette impasse, il faut arracher le pouvoir aux mains de la bourgeoisie, de remplacer son État et son droit par un autre, qui pourra enfin mettre en œuvre les transformations radicales requises. Mais cela, c'est la révolution socialiste. Or cette révolution ne peut être réalisée ni par des mouvements sociaux à eux seuls, encore moins par des partis réformistes, pas plus que par des groupuscules d'extrême-gauche qui se réclament d'une idéologie inadéquate comme l'anarchisme. Elle ne peut être réalisée que sous la direction d'un parti révolutionnaire, et sous la bannière de la seule théorie révolutionnaire validée par l'histoire, qu'est le marxisme-léninisme. C'est à la réalisation de ce but, plus urgent et indispensable que jamais, que travaille le PST-POP.

Alexander Eniline



Appel : Halte à la guerre !

La guerre d'agression de la Russie contre l'Ukraine se poursuit depuis plus d'une année sans laisser entrevoir d'autre issue qu'une guerre d'usure au prix de dizaines de milliers de victimes civiles, de centaines de milliers de soldats morts et blessés, de millions de réfugié.e.s et déplacé.e.s, sans oublier les destructions matérielles, environnementales, politiques, culturelles et morales. De plus, la poursuite de cette guerre fait peser sur le monde entier le risque d'un grave accident nucléaire et fait craindre le recours aux armes atomiques. La guerre et la militarisation globale qui l'accompagne aggravent les catastrophes qui menacent l'humanité : pauvreté, inégalités et destruction des bases de la vie sur la planète.

Dès lors nous demandons un cessez-le-feu immédiat et l'ouverture de négociations de paix sur la base de l'application du droit international, et du

retrait des troupes russes en deçà des frontières telles qu'elles étaient le 23 février 2022.

C'est pourquoi, nous personnes soussignées, **exigeons du Conseil fédéral :**

- ☞ qu'il œuvre activement à l'ouverture de ces négociations, y compris par l'organisation de pourparlers sur le sol suisse;
- ☞ l'octroi sans restriction de l'asile aux victimes de la guerre tout comme aux déserteurs et aux opposants à la guerre poursuivis en Russie et en Ukraine;
- ☞ un soutien financier accru au CICR, aux agences onusiennes et aux ONG œuvrant dans les zones de guerre;
- ☞ l'application intégrale du gel des avoirs des oligarques russes déposés dans les banques suisses;

- ☞ l'intensification des contrôles exercés sur les sociétés de négoce établies en Suisse afin d'éviter le contournement des sanctions sur les matières premières russes notamment par la création de sociétés-écrans;
- ☞ l'interdiction totale de l'exportation depuis la Suisse et la réexportation d'armes;
- ☞ le refus de la participation, même partielle, de la Suisse à l'OTAN et la réduction progressive des dépenses militaires;
- ☞ la ratification par la Suisse du Traité sur l'interdiction des armes nucléaires.

Genève, avril-mai 2023

Comité Halte à la guerre !
15 rue des Savoises
1205 Genève

NOM	Prénom	Fonction	Localité	Signature	Facultatif : adresse e-mail pour être informé de la suite de l'appel

Signataires de cet appel au 29-04-2023 :

Astrid Astolfi Genève, Balmain Badel, rédacteur Voix Populaire Annemasse, Ariane Bailat militante PdT et SSP Genève, Danilo Baratti Lugano, Anne-Marie Barone Genève, Maryelle Budry conseillère municipale EàG Genève, Patrizia Candolfi Lugano, Nathalie Caruel Lausanne, Marina Decarro Genève, Erica Deuber-Ziegler historienne de l'art, Russin, Paul Estoppey pharmacien, Genève, Micheline Fluckiger Genève, Françoise Fort, Begnins, Noé Graff Begnins, Anne-Catherine Ménétrety-Savary anc. conseillère nationale Saint-Saphorin, Paolo Gilardi Carouge, Luc Gilly Genève, José Gonzalez Genève, Chantal Lienhart Genève, Anne Michel syndicaliste Genève, Michel Monod coprésident Centre pour l'action non-violente CENAC Genève, Armin Murmann Carouge, Andreas Saurer, médecin-psychanaliste, anc. député vert Landecy, Jérémie Schaeli, facilitateur et formateur Ecoteaux, Claudia Scheder, secrétariat CENAC Lausanne, Tobia Schnebli président PdT Genève, Florio Togni Meinier, Eric Voruz, anc. Conseiller national Morges, Yves Zehfus Confignon, ...



Journée de formation du Parti du Travail

Le samedi 20 mai 2023

à 14h00

Au siège du Parti du Travail

25 Rue du Vieux-Billard, 1205 Genève, 2ème étage

Cours donnés

- "Le Manifeste du Parti communiste, un texte fondateur" , par Alexander Eniline
- "Le féminisme et les mouvements LGBTQIA+ à l'épreuve des reculs sociaux", par Annick Ecuyer
- troisième cours sous réserve de confirmation

Suivi d'un repas canadien

Evénement public ouvert à toutes et tous



- 1 PARTAGEZ
- 2 SOUTENEZ-NOUS
- 3 ADHÉREZ



Partager avec le #PdTGenève

LA NAKBA, de mai 1948 à ce jour : 75 ANS d'une CATASTROPHE en PALESTINE

Les jeunes n'oublieront jamais !

CONFÉRENCE ET DISCUSSION

DOMINIQUE VIDAL, journaliste-historien
QASSAM MUADDI, journaliste palestinien introduite par 2 courts-métrages palestiniens

MERCREDI 17 MAI 2023, à 19H15

UniMail, MS160, Genève - entrée libre

Org.&soutiens : CUP-Ge, PFC'E, CUAE, BDS-Ge, Apartheid Free Zone, Law for Palestine

Rejoignez-nous !

Fondé en 1944, le Parti Suisse du Travail lutte depuis inlassablement pour les intérêts et aspirations légitimes des travailleurs, pour la rupture avec le capitalisme, pour une nouvelle société socialiste. Vous aussi, rejoignez le Parti du Travail, et sa lutte pour un monde plus juste:

- Je souhaite adhérer au Parti du Travail
- Je souhaite m'abonner à l'Encre Rouge
- Je souhaite recevoir des informations sur le Parti du Travail

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

NPA : _____

Localité : _____

A renvoyer à : Parti du Travail, Case postale 16, 1211 Genève 8

LE POP VAUDOIS VOUS INVITE POUR :





VENEZ CÉLÉBRER 80 ANS DE LUTTES POPULAIRES!

3 JUN 2023

CONCERTS-SPECTACLES
 CONFÉRENCES-DÉBATS-
 STANDS-GRILLADES-
 MARCHÉ AUX PUCES

INVITÉS
 LES PTITS YEUX, POP'CHESTRA
 ET BIEN D'AUTRES!

HORAIRE : 10H00 - 00H30	ORGANISATION : PARTI OUVRIER POPULAIRE
LIEU : PARC DE MONTBENON, LAUSANNE	
ENTRÉE GRATUITE	VENEZ NOMBREUX.SES !

WWW.POPVAUD.CH
 POP_VAUD
 POP VAUD
 POPVAUD